
Bulletin d'histoire politique

Nations «imaginées» et nationalisme

Pierre Beaudet and Michel Mill



Volume 7, Number 2, Winter 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060324ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060324ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaudet, P. & Mill, M. (1999). Nations «imaginées» et nationalisme. *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 107–113. <https://doi.org/10.7202/1060324ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Nations «imaginées» et nationalisme



Pierre Beudet et Michel Mill†

Un peu partout dans le monde, le nationalisme semble progresser. Plusieurs processus sont simultanément en cours: recherche d'identité et de sécurité, repli vers la communauté rapprochée, désintégration des ensembles étatiques plus vastes. Il en résulte que des États et des confédérations d'États se fractionnent, selon les situations, d'une manière violente ou négociée. Les cas de figure sont évidemment dans les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient et l'Afrique sub-saharienne, mais même dans les pays où l'unité nationale et/ou étatique semblait reposer sur des fondations assez solides, on voit renaître des tendances centrifuges.

«Néo-nationalismes»

Le phénomène a pris une telle ampleur qu'il remet en question les paradigmes établis de la construction de l'État et de la nation. Pour plusieurs, le «néo-nationalisme» est la voie de l'avenir, du progrès, de la justice, qui exprime une tendance «naturelle» contre les gros États et leur centralisme inhérent. De plus, à l'époque de la globalisation des capitaux et de la domination sans contrainte des forces «aveugles» du marché, le repli sur l'État national apparaît à beaucoup comme étant l'unique façon de se protéger contre le néo-libéralisme rampant avec sa pléthore d'inégalités sociales et culturelles, ses coupures sauvages dans la sécurité sociale, la santé publique et l'éducation et ses plans d'ajustement structurel.

Les justifications juridiques d'une telle optique ne manquent pas, notamment la Charte des Nations Unies qui proclame le droit à l'autodétermination pour les «nations» (même si ce terme n'y est pas clairement défini). Les populations de la Somaliland se réclament de ce «droit» pour exiger leur État indépendant au nord de la Somalie. Dans le Kurdistan, les Kurdes s'estiment floués par des États (la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie) dont les frontières ont été dessinées par les grandes puissances, au détriment de droits qu'ils considèrent «nationaux».

Ce problème des frontières mine la crédibilité de bien des États. Car, qui a décidé, sinon la France et la Grande-Bretagne impériales de l'époque, que le Koweït devait être indépendant de l'Irak (pour des raisons qui sont faciles à deviner), mais que les Kurdes (qui sont un groupe ethnolinguistique assez identifiable de 25 millions de personnes) devraient vivre au sein d'autres États existants dans la région? Pourquoi les Balantes, à l'ouest du Sénégal, ont-ils été

divisés entre deux États lorsque la France et le Portugal se sont découpés l'Afrique de l'Ouest? L'historien anglais, Basil Davidson, explique bien, dans le contexte africain, comment cette construction étatique relevait d'une logique extérieure, à la fois porteuse de violence et cause de tant de faiblesses pour une Afrique d'États indépendants, pris entre la nécessité de construire des structures modernes et héritiers de la domination coloniale¹.

Communautés imaginées

Depuis quelques siècles, les historiens débattent de la signification des termes de «nations», «peuples», «communautés», sans qu'il n'y ait vraiment de conclusion claire. Non seulement les termes sont ambigus, mais la réalité l'est plus encore. Benedict Anderson, un spécialiste de l'Asie du Sud, suggérerait il y a quelques années que la nation était une «communauté imaginée», le résultat d'un processus essentiellement politique, par lequel des groupes, aux identités initialement floues et fluctuantes, se construisent une identité, une enveloppe nationale². Cette identité n'est pas, bien sûr, fabriquée de toutes pièces, puisque les populations se distinguent, les unes par la langue, les autres par les coutumes ou la religion, mais avant tout par leur histoire, par leur vécu collectif et par la conscience de soi-même comme collectivité que cette histoire partagée a produit et produit toujours. Le passage de ce niveau d'identité primaire à une cohésion «nationale» fortement structurée n'est ni un processus «naturel» ni une progression objective, indépendante des forces socio-politiques bien vivantes qui le dirigent.

Une partie de la difficulté à saisir ou à définir de façon «scientifique» la nation vient du fait que sa forme la plus achevée s'est développée en Europe au cours du XIX^e siècle lorsque de nouvelles forces politiques ont érigé sur les décombres des anciennes structures féodales de nouveaux États modernes, remplaçant les grands empires multinationaux par des cadres étatiques plus centralisés, plus homogènes. Par la suite, dans la foulée de l'impérialisme européen triomphant, c'est ce «modèle» qui devait être déployé dans le reste du monde.

Pour prendre un exemple bien connu, c'est la Révolution française qui fonde l'État français moderne qui, à son tour, forge l'identité nationale française. Cette création agissante et politique de la nation française ne s'est pas produite sans heurts non seulement par rapport aux anciennes classes féodales mais aussi par rapport aux collectivités au moins protonationales qui habitaient l'Hexagone: les Occitans, les Bretons, les Corses, les Ligures, les Basques, les Flamands. Cela a pris au moins cent ans pour que l'État français centralisé légué par les Jacobins réussisse à assimiler cette majorité de «croquants» par des mesures coercitives telle l'interdiction des «patois» à l'école publique et devant les tribunaux, la conscription entraînant l'apprentissage obligatoire du français, etc. Ainsi la citoyenneté française a peu à peu été définie sur une base

territoriale, c'est-à-dire, quiconque habitait sur le territoire de l'État français était citoyen ou citoyenne, ce qui conférait des droits et des devoirs égaux à tout le monde, tout au moins jusqu'à l'époque de l'immigration massive venant des colonies ou des anciennes colonies.

Dans les pays anglophones, cette identification entre l'État et la nation est telle que les deux mots sont devenus interchangeables au point de provoquer une incompréhension quasi-totale entre, d'une part, les Canadiens anglophones qui prétendent honnêtement qu'il n'existe qu'une nation au Canada et, d'autre part, les Québécois francophones et les peuples autochtones qui se sont toujours définis comme étant des nations distinctes au sein d'un État commun.

Par contre, l'unification tardive et seulement partielle des germanophones dans l'État allemand a laissé hors de cet État moderne les Autrichiens, les Sudètes et d'autres Allemands établis depuis des siècles en Europe centrale et de l'Est. Cette dispersion extra-territoriale des Allemands a abouti à la notion de «Blutrecht» par laquelle toute personne de descendance allemande est citoyenne allemande et à l'exclusion de la citoyenneté des habitants non-allemands du territoire. Ironiquement, c'est cette conception de la citoyenneté et de la nationalité par descendance que les sionistes ont appliquée dans l'État d'Israël.

Crises et éclatements

Mais depuis le XIX^e siècle européen, plusieurs changements sont survenus. Chacun à sa manière, les «trois mondes» (le Sud, le Nord et l'Est) ont connu des bouleversements. Surtout depuis les années 1980, de larges parties du Sud ont commencé à implorer. Dans ce contexte, de nouvelles «communautés imaginées», qui semblaient dormir sur des «fonds» historiques hétérogènes et dépassés, sont revenues au premier plan de la scène. Le processus se fait sur un fond de crise alimenté par les clivages internes et les pressions de l'extérieur. Au pire, le principe de la communauté nationale qui avait mis au monde des États s'avère inopérant.

Pour survivre au sud du Soudan, en Somalie ou au Zaïre, il faut se replier sur la communauté «rapprochée», qu'elle soit linguistique, religieuse, clanique. Certaines de ces situations sont carrément attisées par des pressions extérieures. En Irak, par exemple, les croisés de la Guerre du Golfe ont ouvertement encouragé les Kurdes au nord ou les chi'ites au sud à se replier sur eux-mêmes, à s'éloigner et à se révolter contre un État central qui ne leur avait jamais été particulièrement sympathique. Dans le cas des Kurdes, ces pressions correspondaient à un mouvement réel qui existe depuis au moins un demi-siècle (contrairement aux chi'ites).

Le cas de l'Europe de l'Est est, bien sûr, différent. L'Union Soviétique avait intégré les diverses nations de l'ex-empire tsariste, les unes par la force, les

autres par le pouvoir d'attraction que Moscou possédait en tant que garant de la réforme agraire et de l'expropriation des anciens possédants terriens, pour la plupart russes ou totalement étrangers³.

La dictature bureaucratique soviétique n'était pas officiellement hostile à la diversité nationale, en autant que celle-ci ne menaçait pas le monopole du pouvoir détenu par le Parti communiste. Cependant l'oppression nationale qui existait, s'exprimait autant comme un déficit démocratique, une incapacité, dans le cadre du système, d'exprimer un point de vue dissident, quelle que soit la nationalité ou l'origine, que comme une tendance très forte à la russification par le système scolaire, par la discrimination contre les non-Russes et par l'émigration massive de bureaucrates étatiques, de technocrates industriels ou agricoles et même de travailleurs russes qualifiés vers les nations dites allogènes au point où les Kazakhs, par exemple, ne sont plus une majorité absolue sur le territoire du Kazakhstan. Sans parler du fait que les Ingouches, les Tchétchènes et les Tatares de Crimée ne sont pas prêts à oublier de sitôt leur déportation collective pendant la Deuxième Guerre mondiale suite à leur condamnation par Staline comme «nations collaboratrices avec les nazis».

Aussi, lorsque l'URSS est entrée en crise au cours des années 1980, ces deux caractéristiques se sont combinés dans un mélange explosif et les tendances centrifuges ont repris le dessus. Car, dans un État multinational, comme l'ex-URSS et aujourd'hui la Fédération russe, ou même dans les blocs multinationaux commerciaux comme l'Union européenne, les disparités régionales ont une fâcheuse tendance à correspondre d'assez près aux frontières entre les différentes nationalités. Les revendications nationales des Baltes, relativement privilégiés, au moins au niveau du revenu *per capita*, ou des Tchétchènes, des Kazakhs, des Tadjiks et autres dont le niveau de vie correspondait davantage à celui du tiers monde que du deuxième monde européen, ont pris une autre forme, et beaucoup plus d'ampleur, à partir du moment où l'État soviétique ne pouvait même plus prétendre répondre aux besoins élémentaires ni assurer la sécurité du territoire⁴.

Un processus semblable s'est développé, et de manière encore plus brutale, dans l'ex-Yougoslavie de l'après-Tito. À partir du moment où l'État yougoslave, même décentralisé contrairement à l'État soviétique, ne pouvait plus assurer la redistribution et un partage équitable entre les régions, qui, encore une fois, correspondaient souvent aux républiques «nationales», la crise s'est accentuée et, faute de direction multinationale capable de négocier une nouvelle entente fédérale ou confédérale, l'éclatement est devenu presque inévitable. Bien que Serbes, Albanais, Croates, Slovènes, Macédoniens et Bosniaques aient eu divers niveaux de contentieux historique ainsi que des identités propres, le processus d'implosion n'est pas fondamentalement le résultat, comme cela est souvent affirmé, de haines séculaires douteuses ni de nationalismes ombrageux,

élucubrations de quelques méchants dirigeants nationalistes, mais de l'implosion de l'État et de l'économie pan-yougoslave, en grande partie sous les coups des exigences du Fonds monétaire international.

Dans le contexte des pays occidentaux, les tendances centrifuges se sont aussi renforcées face aux difficultés économiques et sociales en progression depuis les années 1970. Jusque là, des pays comme le Canada avaient réussi à «gérer» ces tensions par une action vigoureuse de l'État assurant un certain rééquilibrage entre les régions et les secteurs de la société. Or, par la suite, c'est ce système qui a été progressivement démantelé. La mise à mort du keynésianisme et le triomphe du paradigme néo-libéral aboutissent à favoriser les secteurs et les régions les plus «performantes», qui ont déjà une longueur d'avance sur les régions périphériques et, de cette manière, les conflits régionaux et nationaux s'exacerbent.

Sur quelles bases bâtir l'État?

Certains disent que si la tendance au démantèlement se poursuit, on pourrait aboutir à la multiplication presque sans fins de nouveaux États. Car au sein des nouveaux États créés peuvent s'ouvrir de nouvelles fissures, de nouvelles communautés «imaginées». Bien rares sont les territoires homogènes sur le plan ethnique ou nationalitaire.

Par contre, il faut bien admettre que cette tendance à la désintégration ne réussit à briser les frontières établies pour l'essentiel au cours du XIX^e siècle que dans les anciens pays de l'Est. La défense de la pérennité nécessaire de ces frontières, en Europe, dans les Amériques, en Afrique et en Asie (hormis l'ex-Asie soviétique et Taiwan) par les organismes internationaux et régionaux, par les gouvernements en place et par beaucoup d'intellectuels bien-pensants au nom de la lutte contre la «barbarie» nationaliste, sonne particulièrement creuse et hypocrite aux oreilles de ceux et celles qui n'ont jamais pu disposer librement de leur sort en tant que collectivité nationale.

Dans un contexte assez largement négatif, certaines expériences rares indiquent la possibilité de reconstruire un cadre étatique stable. Par exemple, en Érythrée, un petit pays au nord-est de l'Afrique, l'indépendance survenue il y a quelques années semble s'engager sur une bonne voie. Non pas que l'Érythrée soit plus «homogène», d'un point de vue national, que l'Éthiopie dont elle faisait partie dans le passé (il y a plus de dix langues et la population est divisée à peu près également entre chrétiens et musulmans sans parler de la division entre sédentaires et nomades). Mais le mouvement de libération qui gouverne depuis l'indépendance propose un projet de société correspondant aux valeurs et aux attentes de la majorité de la population. Il s'agit en bref de construire une nation, de l'«imaginer», sur la base d'une certaine justice sociale et de l'égalité. Il n'est, par contre, pas du tout certain que le projet réussisse,

compte tenu de la situation d'extrême pauvreté du pays, des conflits qui existent un peu partout dans cette région et de la division internationale du travail qui est imposée par le nouvel ordre mondial.

En Europe, la transformation de l'État unitaire belge en une fédération accordant une autonomie relative à la Flandre, à la Wallonie et à la région bruxelloise semble avoir réussi malgré des problèmes réels. Toutefois, la transformation de l'État espagnol paraît problématique tout au moins par rapport à l'Euzkadi.

Ces cas seraient-ils des exceptions qui confirment la règle? On serait porté à le croire parfois lorsqu'on constate l'échec de plusieurs pays nouvellement indépendants dans le tiers monde, dans l'ex-URSS et surtout dans l'ex-Yougoslavie. Bien que l'indépendance nationale soit apparue, pour un certain temps, comme une façon de s'en sortir, il n'est plus évident pour les Tadjiks que la mise en place d'un État les mène automatiquement à une plus grande liberté et à une plus grande justice face à la guerre civile, aux interventions russes, iraniennes, afghanes et autres, à l'appauvrissement grandissant et surtout face à l'absence de toute démocratie réelle. Par contre, fait-il rappeler que la naissance des États modernes européens s'est aussi accompagnée de guerres civiles, de guerres d'interventions, de famines et de régimes dictatoriaux ou forts pendant plusieurs générations avant de se stabiliser dans leur forme actuelle. Il est bien beau de vouloir épargner à d'autres les affres de sa propre histoire au nom de leçons apprises mais ceci ne peut se faire ni par la force ni par l'emploi de carcans.

Les Tamouls du nord et de l'est du Sri Lanka semblent maintenant assez divisés à la suite d'une guerre horrible que le gouvernement cingalais a menée contre eux depuis des années. La guerre, même défensive, n'étant jamais une école de démocratie ni de tendresse, les indépendantistes Tamouls pratiquent maintenant le même genre de violence que l'armée qu'ils sont censés combattre. Beaucoup de Kurdes irakiens sont en train de devenir nostalgiques d'une époque où l'Irak était encore un pays vivable, parce qu'ils se rendent compte que l'autonomie actuelle, très limitée, octroyée par les puissances occidentales dans le cadre du maintien et de l'État irakien sous Saddam Hussein et de la division des Kurdes entre plusieurs États, n'aboutit en rien à améliorer leurs conditions de vie matérielle et nationale.

Sans lier l'idée d'indépendance à un projet de société assez défini, certains mouvements indépendantistes ont sombré dans l'autoritarisme ou, pire encore, dans des pratiques de «purification» ethnique ou religieuse. Comme le disait un chansonnier québécois dans les années 70, «nous sommes tous l'indigène de quelqu'un d'autre»⁵. Dans certains cas, il est possible que des mouvements de libération auraient pu avoir un impact plus important en luttant contre et au sein des États en place, pour l'égalité et la justice, plutôt que dans l'optique de

créer un nouvel État. L'identité nationale y aurait pu être mieux servie en luttant pour élargir les droits et libertés collectifs, sociaux et individuels au sein de cadres étatiques multinationaux. C'est cette voie qu'ont décidé d'adopter, par exemple, les communautés autochtones du Chiapas au Mexique. Bien sûr, une des pré-conditions à ce genre de solution fédérative ou confédérale reste la reconnaissance par les nations historiquement dominantes du libre choix, sans contrainte aucune, des nations dominées.

Les chemins qui mènent de l'histoire à la politique sont multiples et parfois trompeurs. Il n'y a ni recette universelle, ni modèle. En réfléchissant sur le concept de nation, il importe de mettre bien des nuances, d'éviter les formules rigides, «essentialistes». Nulle part dans le monde, il n'existe de «nation» donnée une fois pour toute, réalité objective et immuable. Il n'existe de nations que celles qui sont en devenir constant en fonction à la fois des choix politiques internes et de leurs rapports avec les «autres». Et il n'existe de nations libérées que celles qui se créent sur la base d'un projet de liberté et de justice sans exclusion. L'inclusion au lieu de l'exclusion, l'intégration au lieu de la dualisation, le nivellement des inégalités nationales non pas par le bas mais par le haut, la coopération au lieu de la compétitivité, la justice sociale au lieu de la loi de la jungle, devront être les piliers sur lesquels nous pourrons construire une société humaine et habitable pour les générations actuelles et futures.

Ces revendications peuvent s'exprimer dans le cadre d'une lutte pour changer les États actuels «de l'intérieur» ou pour créer un nouveau cadre étatique. Il s'agit d'un choix politique en fonction d'une analyse concrète d'une situation historique concrète dans le but de faire avancer la libération de l'humanité tout entière.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Basil Davidson, *The Black Man's Burden*, 1992.
2. Benedict Anderson, *Imagined Communities*, Verso, 1992.
3. Au moment de la prise du pouvoir des bolcheviks en 1917, par exemple, la quasi-totalité des terres en Ukraine appartenait soit à des nobles russes soit à des propriétaires fonciers polonais. C'est beaucoup plus par haine de cette noblesse terrienne étrangère que par sympathie active avec les buts socialistes de la révolution que la masse des paysans ukrainiens a accepté le nouveau système soviétique.
4. Ce qui ne réduit en rien la responsabilité des dirigeants serbes, Milosevic et Karadzic, ou croates, Tudjman et les autres, qui font référence aux fascistes Ustachas, ni même d'Izetbegovic qui fait trop souvent appel ou qui tolère des appels aux forces de l'intégrisme islamique.
5. Sylvain Lelièvre, «Le chanteur indigène».